

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Cosmétique pour la Françafrique**

Cosmétique pour la Françafrique

dimanche 28 octobre 2012, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2012).

Les effets de style du discours de Hollande ont du mal à cacher la continuité de la politique impérialiste de la France en Afrique.

« Le temps de la Françafrique est révolu. Il y a la France et il y a l'Afrique. Il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité »

Et voilà donc de nouveau un énième avis de décès de la Françafrique, ce système qui maintient les liens néocolonialistes d'oppression et d'exploitation sur les anciennes colonies africaines de la France, mis en place par De Gaulle.

Certes, François Hollande n'a pas repris les propos les plus outranciers et racistes de Sarkozy dans son discours de Dakar sur « *l'Africain qui n'était pas rentré dans l'histoire* », ainsi que « *les côtés positifs de la colonisation* ».

L'intervention de Hollande devant l'Assemblée nationale du Sénégal, présentée comme le programme politique de la France en Afrique, n'apporte en rien un quelconque changement. En effet, côté économique, c'est la réaffirmation du franc CFA qui permet à Bercy de gérer la politique monétaires à la place des pays africains qui utilisent cette monnaie. Les Accords de partenariat économique (APE), qui font tomber les barrières douanières et livrent les économies africaines au marché international, sont maintenus, même si Hollande concède qu'il faudra les aménager. Il parle du devoir de la France d'accompagner l'Afrique dans les secteurs d'avenir comme l'agroalimentaire, les télécommunications et les services financiers, précisément là où les entreprises françaises rencontrent une forte concurrence... Et Hollande de rajouter que l'investissement des pays émergents – faisant ainsi allusion notamment à la Chine – est une chance à condition qu'ils ne se comportent pas comme... des prédateurs. La France est bien placée en la matière pour donner des leçons !

Hollande ne se départit pas de la politique de son prédécesseur sur la question du stationnement de l'armée française en Afrique. Elle devra se poursuivre, mais dans un cadre légal, c'est-à-dire sur la base d'un accord bilatéral, ce qu'avait déjà commencé à faire Sarkozy avec la base militaire du Sénégal. Si la France souhaite réduire sa voilure, c'est tout simplement qu'elle privilégie « *la réactivité plutôt que la présence statique* ».

Hollande a beau affirmer que « Le futur de l'Afrique se bâtira par le renforcement de la capacité des Africains à gérer eux-mêmes les crises africaines », il fait strictement le contraire, puisqu'il maintient les troupes françaises en Côte d'Ivoire en soutien à un gouvernement qui non seulement garantit l'impunité aux criminels de guerre de son camp, mais les nomme comme préfet de région ! Quant au Mali, depuis le début de la crise, le gouvernement français parle et agit au nom des Africains en utilisant la CEDEAO, qui regroupe les pays de l'Afrique de l'Ouest, pour mener une politique belliciste en imposant ses choix au peuple malien. Il a fait bloquer les armes destinées à l'armée malienne dans les ports du Sénégal et de Guinée, tant que Bamako n'acceptait pas

l'intervention étrangère. Puis a saboté toutes les initiatives qui visaient, à partir d'une conférence souveraine réunissant l'ensemble des forces du pays, à se doter d'un exécutif capable de mener sous son autorité la libération militaire de son territoire. Paris a appuyé un soi-disant gouvernement d'union nationale qui donne la part belle aux anciens caciques du régime, ceux-là même qui ont été à la base de la corruption et de la complicité avec les bandes mafieuses et islamistes qui sévissent contre les populations.

Hollande mène la même politique à l'égard des populations des pays africains que vis-à-vis des travailleurs en France, une politique au service du capital mais avec une sémantique de gauche.

Paul Martial

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 166 (18/10/12).